

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC

Le Moulin de Saint-Caradec
22600 Trévé

Code AIOT : 0005521112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC implanté Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC
- Le Moulin de Saint-Caradec 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005521112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société de Traitement des Eaux du Moulin de Saint-Caradec (STE) collecte et traite les eaux industrielles de l'abattoir Le Clezio Abattoir (LCA).

La station de traitement des eaux industrielles comprend :

- un prétraitement : dégrilleur vertical, poste de relevage, dégrilleur tambour rotosieve, un dégraisseur aéré;
- un bassin tampon aéré;

- un pré-traitement physico-chimique avec flotateur à eau et floculation par injection de polymères et coagulant (chlorure ferrique) ;
- un traitement biologique avec un bassin d'aération de 2500 m³ équipé d'aérateurs de surface (phases de nitrification et dénitrification) ;
- déphosphatation par injection de chlorure ferrique et clarification ;
- un émissaire de rejet de la totalité des eaux traitées dans la rivière l'Oust ;
- des installations de traitement des boues avec stockage des boues liquides dans un silo avant épandage à boues et épaissement des boues déshydratées (centrifugeuse) avant méthanisation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Surveillance biologique des eaux de surfaces	Arrêté Préfectoral du 27/08/2010, article 4.71.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Epandage	Arrêté Préfectoral du 09/09/2013, article 2.1.3.6	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Prétraitement des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Impact des installations	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Eau - Fréquence surveillance	AP Complémentaire du 27/08/2010, article 4.71.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Eau - Valeurs Limites d'Emission VLE	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1	Sans objet
7	Eau - Validation des mesures	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les équipements de la station de traitement et notamment les équipements de prétraitement n'apparaissent pas fonctionnels. Le dispositif de prélèvement entrée station n'est pas opérationnel et la température de l'enceinte des échantillons sortie station indique 16 °C.

Les résultats d'autosurveillance des eaux traitées enregistrées par l'exploitant sont conformes aux valeurs autorisées, néanmoins les données d'autosurveillance de la station indiquent une charge entrante en DCO dépassant la capacité de traitement biologique de la station et dépassant les valeurs conventionnées entre les sociétés STE et LCA. Cette augmentation de charge, entrée biologique, s'est accentuée avec la mise à l'arrêt du traitement physico-chimique en 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/12/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites 			
Prescription contrôlée : Liste des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :			
Rubrique	Activité / Substance	Capacité autorisée	Régime
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	/	A
3710*	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V	/	A
Constats : Depuis l'arrêt du traitement des eaux industrielles provenant de la société TDI, la station exploitée par STE n'est plus visée par la rubrique 2750 de la nomenclature ICPE. De ce fait, la station n'est pas visée par la rubrique IED 3710. La station est considérée connexe à l'abattoir, son activité est indissociable de l'activité de l'abattoir. Son fonctionnement est réglementé par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 modifié de l'abattoir LE CLEZIO.			

Le dossier de réexamen de la société LCA devra intégrer le volet traitement des eaux résiduaires.

Type de suites proposées : Sans Suite

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a transmis un plan des réseaux le 01/02/2023. La résolution du document ne permet pas de lire la légende ni la date de mise à jour du document.

Le plan des réseaux transmis n'est pas spécifique à la station de traitement. Par ailleurs, le plan ne permet pas de vérifier les modalités de gestion des eaux pluviales et des eaux souillées au niveau de la station.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un plan des réseaux (EP et EU) du périmètre de la station de traitement des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Constats :

L'exploitant a transmis en février 2023 un devis du GES relatif à la recherche des substances dangereuses dans l'eau répondant à l'arrêté RSDE de 2017 et au SDAGE.

L'exploitant n'a pas donné suite à ce devis.

L'ensemble des polluants susceptibles d'être rejetés dans les eaux traitées provenant d'un abattoir visé à la rubrique 3641, n'a pas fait l'objet d'une recherche (annexe I de l'arrêté du 30/04/04 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous « les rubriques n° 2210 et 3641 »).

Remarques :

À la demande de l'Agence de l'eau, un suivi annuel est réalisé sur les eaux traitées rejetées portant sur les paramètres : AOX, Metox, sels dissous, MI, nitrite et nitrate. Ces éléments sont présentés dans le rapport de validation périodique du dispositif de suivi régulier des rejets (SRR) de 2023 mais pas dans celui de 2024.

Les concentrations mesurées en 2023 en cuivre, zinc, plomb, nickel sont inférieures aux concentrations limites fixées par l'arrêté du 30/04/2004 (annexe I -Points 3 et 4).

À noter : le cadre de surveillance dans GIDAF est associé au compte de l'abattoir LCA et non au compte de la société de traitement des eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à la recherche de l'ensemble des polluants susceptibles de se retrouver dans les eaux traitées et enregistrera les résultats du suivi annuel sur GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Surveillance biologique des eaux de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2010, article 4.71.2

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La SAS LE CLEZIO fera réaliser en septembre 2010, puis tous les 3 ans, par un organisme spécialisé agréé par le ministère de l'Environnement, en amont et en aval (100 m) du point de rejet des effluents de la station d'épuration un indice biologique global normalisé (IBGN). Le rapport, accompagné des remarques, sera transmis à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un délai de un mois suivant la réalisation du diagnostic.

Constats :

L'exploitant a transmis, en février 2023, le rapport IBGN réalisé le 19/10/2020 (rapport de février 2021) ainsi qu'un devis signé pour la réalisation d'un IBGN par le GES en 2023.

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un message du bureau d'étude indiquant que les prélèvements pour la détermination de l'IBGN n'ont pas pu être réalisés en 2024 durant la période d'étiage faute de conditions conformes à l'IBGN (forte pluviométrie, turbidité...).

L'exploitant ne respecte pas la fréquence de suivi de la qualité biologique du cours d'eau récepteur des effluents traités. Le dernier IBGN devait être réalisé en 2023.

Examen des rapports IBGN de 2017 et 2020

Les rapports IBGN depuis 2010 amont / aval du point de rejet ne présentent pas de dégradation de la qualité biologique du cours d'eau.

Le bureau d'étude dans les rapports IBGN de 2018 (prélèvements réalisés le 27/09/2017) et de 2021

(prélèvements réalisés le 19/10/2020) précise que le point d'échantillonnage fixé par l'arrêté préfectoral en amont de l'écluse du pont de Saint-Caradec n'est pas adapté pour caractériser la qualité biologique en amont du point de rejet de la STEP. Le bureau d'étude propose d'utiliser les résultats d'IBGN enregistrés au niveau de la station Saint-Martin des Prés (n° 04195400) pour évaluer la qualité en amont du point de rejet. Cette station est située à 16 km en amont du secteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fera réaliser le prochain IBGN en période d'étiage et selon la fréquence prévue par l'arrêté préfectoral. Pour le point amont, soit l'exploitant utilisera les résultats enregistrés à la station la station Saint-Martin des Prés (n°04195400) soit choisira un point amont plus adapté qu'il précisera dans le rapport.

La prescription de l'arrêté préfectoral sera modifié lors du prochain dépôt de dossier de porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'exploitant a transmis, en février 2023, un plan de localisation des zones de stockage des produits chimiques :

- stockage chlorure ferrique (local physico-chimique) ;
- stockage soude (zone produits chimiques);
- stockage polymère (local centrifugeuse).

Lors de l'inspection, il a été constaté dans le bâtiment anciennement utilisé pour le stockage des boues (chaulage), la présence de plusieurs IBC (sur bac de rétention) contenant de l'alcali utilisé par l'abattoir LCA (installations frigorifiques), de la soude et du chlorure ferrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour le plan de localisation des zones de stockage des produits chimiques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2013, article 2.1.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel des épandages
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parcelles réceptrices; - un bilan qualitatif et quantitatif des coproduits épandus; - l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité et les résultats des analyses des sols; - les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de système de culture, ainsi que la fertilisation complémentaire qui en découle (autres apports organiques, engrais minéral,...); - la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. <p>Une copie du suivi annuel est adressée à l'inspection et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année suivante. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les boues issues du traitement des eaux sont épandues et valorisées en méthanisation.</p> <p>Le plan d'épandage, mis à jour en 2018, est constitué de 142 ha épandables mis à disposition par deux prêteurs de terre et permet de valoriser 50 tonnes de matières sèches soit 3700 unités d'azote et 2200 tonnes de phosphore (facteur limitant = phosphore).</p> <p>Le suivi agronomique des épandages de boues comprenant le bilan de fertilisation et le prévisionnel d'épandage 2021 et 2022 ont été transmis en février 2023 et ceux de 2023 et 2024 ont été consultés lors de l'inspection et transmis par messagerie le 6 mai 2025.</p> <p>Les quantités de boues épandues en 2023 (889 m³ - 2220 UN et 1422 UP2O5) et 2024 (841 m³ - 1934 UN et 1261 UP2O5) sont conformes aux capacités d'exportation des cultures et aux disponibilités en azote et en phosphore des deux prêteurs. Les épandages respectent le plan d'épandage présentée dans le complément daté de juillet 2018.</p> <p>Les résultats d'analyses en ETM et CTO sont conformes aux valeurs de l'arrêté du 2 février 1998.</p> <p>Pour les boues valorisées en méthanisation, les bons de pesée de l'année 2024, édités par SAS BLOWATT à Rohan, ont pu être consultés lors de l'inspection. Le tonnage annuel valorisé en méthanisation en 2024 est de 321 tonnes.</p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant a transmis un seul bon de pesée (26 tonnes) et a déclaré ne pas avoir envoyé de boues en méthanisation en 2023.</p> <p>Même si la quantité de boue épandue en 2023 est légèrement supérieure à celle épandue en 2024 (+ 50 m³), cette différence n'explique pas la quasi-absence de valorisation des boues en méthanisation en 2023.</p> <p>Par ailleurs, après examen des documents transmis, on note des incohérences entre les éléments déclarés et les éléments présentés dans le diagnostic de fonctionnement du dispositif de suivi régulier</p>

des rejets SRR - Année 2023 (page 6). En effet, pour l'année 2023 il est indiqué que 4800 m³ de boues centrifugées ont été envoyés en méthanisation (1046 m³ en 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apportera des explications sur la différence, pour l'année 2023, entre la quantité de boue envoyée en méthanisation indiquée dans le SRR (page 6) et la quantité déclarée lors de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant justifiera sa production annuelle de boue déclarée de seulement 889 m³ + 26 tonnes pour 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Eau - Validation des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Validation des mesures

Prescription contrôlée :

Dans le cadre de la surveillance de ses rejets, l'exploitant fait régulièrement procéder, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'Environnement; ou choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées, à des mesures de contrôle et d'étalonnage de son dispositif d'autosurveillance, selon des modalités arrêtées en commun avec l'inspecteur des installations classées.

Les mesures de contrôle et d'étalonnage du dispositif d'autosurveillance concernent :

- les étalonnages du débitmètre et du préleveur réalisés simultanément à un calage analytique;
- les calages analytiques pour chaque paramètre lorsque les analyses sont faites en interne (doubles échantillonnages avec analyses simultanées par le laboratoire de l'exploitant et par un laboratoire agréé). [...]

Constats :

L'exploitant a fait réaliser en 2023 et 2024, le diagnostic de fonctionnement du dispositif de suivi régulier des rejets SRR. Les conclusions pour les deux années sont :

« Les dispositifs de prélèvement et mesure de débit ainsi que le comparatif analytique pour la station d'épuration de STE bénéficient d'une cotation de 10/10. »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prétraitement des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prétraitement des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Toutes les eaux résiduaires de l'établissement et de la société T.D.I. subiront avant déversement dans la station d'épuration biologique un prétraitement. Un dispositif composé d'un dégrilleur, d'un tamisage et d'un dégraisseur sera installé. Les déchets de prétraitement seront collectés dans des récipients étanches sur une aire bétonnée qui comprendra un réseau de collecte des liquides d'égouttage, avec une évacuation régulière des déchets.

Ensuite, les eaux résiduaires transitent par un bassin tampon et un étage physico-chimique pour 85 % des volumes avant de rejoindre l'étage biologique.

Constats :

La société TDI n'est plus raccordée à la station de traitement des eaux. Seules les eaux résiduaires de la société LCA sont traitées.

Lors de l'inspection, le dispositif de dégrillage était en cours de réparation. Le dégraisseur était en état de fonctionnement mais présentait des traces de débordement. L'exploitant a informé l'inspection

d'une avarie sur le racloir d'où les traces de débordement et la présence d'amas graisseux pris en masse. Le tamis rotatif n'était pas en fonctionnement.

L'exploitant a informé l'inspection lors du contrôle, que l'étage physico-chimique, devant traiter 85% des volumes avant de passer à l'étape du traitement biologique, a été mis à l'arrêt en 2023.

Lors de l'inspection, il a été constaté que les boues dans le local physico-chimique étaient toujours présentes.

Documents transmis post-inspection :

Les tableaux d'autosurveillance de la station 2023 et 2024 ont été transmis le 6 mai 2025.

Le document 2023 enregistre un traitement physico-chimique d'une partie des effluents jusqu'à la fin de l'année 2023. Mais on constate l'absence de consommation de polymères (floculant) sur toute l'année.

On note, pour 2024, la quasi-absence d'enregistrement des données Entrée Bassin d'aération et état du clarificateur (transparence et hauteur du lit de boue).

Les charges entrée station enregistrées dans les tableaux d'autosurveillance transmis, font apparaître une concentration moyenne et une charge moyenne en DCO de 8550 mg/l et 3075 kg/j entrée station sur l'année 2023 et 9 045 mg/l et 4691 kg/jour en 2024.

On note (pour les données enregistrées) de l'année 2023, que le fonctionnement du flottateur (sortie BT entrée BA) permet un abattement de la charge en DCO et permet pour les quelques valeurs enregistrées en fin d'année 2023, de respecter la capacité de traitement biologique de la station qui est comprise entre 2200 kg/jour (donnée issue du suivi biotechnique de la station d'épuration année 2018 _ Rédacteur GES) et 2900 kg/jour (dossier autorisation 1999).

Pour 2024, sur les 20 données enregistrées deux valeurs sont inférieures à 2900 kg/jour entrée bassin d'aération. Les 18 autres valeurs sont comprises entre 3800 kg/jour de DCO et 4300 kg/jour de DCO.

Les flux de DCO entrant dans la station en 2024 sont supérieurs à la valeur conventionnée entre les sociétés STE et LCA. En l'absence de réalisation d'analyse sur les autres paramètres (MES, azote, phosphore et DBO5) la conformité des autres flux entrée station ne peut être vérifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- justifiera du bon fonctionnement des équipements de prétraitement ;
- vérifiera la possibilité de remise en service du traitement physico-chimique ;
- respectera la capacité de traitement autorisée de la station (charge entrante en DCO).

Par ailleurs, l'exploitant transmettra le tableau d'autosurveillance de 2025 et s'assurera de l'enregistrement de l'ensemble des données permettant le suivi de la station.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité au dossier d'autorisation

Prescription contrôlée :

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Constats :

La station de traitement des eaux n'est pas exploitée conformément au dossier d'autorisation de l'arrêté préfectoral du 22/07/1999.

Partie du dossier - Paragraphe et page du dossier		Extrait du dossier d'autorisation	Constat
Étude d'impact Chapitre II L'EAU Titre 2.4 - Filière de traitement Étude d'impact Chapitre II L'EAU Titre 2.4 - Filière de traitement	Pré-traitement	« À la sortie du dégraisseur aéré, l'effluent est dirigé vers le bassin tampon. Un point de mesure est installé après le dégraisseur. Il est équipé d'un débitmètre électromagnétique. Un bac de réception placé dans un réfrigérateur fait office d'échantillonneur, alimenté gravitairement par un système à électrovanne. »	Le bidon présent dans le réfrigérateur était pris dans la glace rendant impossible la prise d'échantillon entrée bassin tampon.
	Traitement physico-chimique	« Sur l'alimentation du physico-chimique sont injectés, de la soude, un coagulant (FeCl3) et un floculant (polymère). [...] La capacité du physico-chimique est de 50 m³/h. Il fonctionne 6 jours par semaine. »	Le traitement physico-chimique a été mis à l'arrêt 2023 selon les déclarations de l'exploitant. Le tableau de suivi des consommations 2023 ne mentionne aucune consommation de floculant (polymère).
	Traitement biologique	« [...] Le fonctionnement des trois premiers aérateurs de la zone aérée est piloté par automate. Le quatrième aérateur est asservi à une mesure de potentiel d'oxydo-réduction effectuée en sortie bassin. »	Les dispositifs permettant les mesures du potentiel d'oxydo-réduction ne sont pas utilisés pour piloter le fonctionnement des aérateurs.
Étude d'impact Chapitre II L'EAU Titre 2.10 - Autocontrôles	/	« [...] La périodicité des analyses est la suivante : - une mesure quotidienne : débit, pH, DCO ; - une mesure tous les quinze jours : DBO5, MES, NGL et Ptotal. Ces mesures sont réalisées en amont du bassin tampon et sur le rejet des eaux traitées. »	L'exploitant enregistre uniquement quotidiennement le débit, le pH et la DCO Entrée station.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- mettra en place le suivi de la qualité des effluents en amont du bassin tampon, conformément au dossier d'autorisation annexé à l'arrêté préfectoral du 22/07/1999 ;
- exploitera la station conformément au dossier annexé à l'arrêté préfectoral ou déposera un dossier de porter à connaissance présentant les modifications apportées aux conditions d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Impact des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Impact des installations

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de l'inspection (voir planche photos) :</p> <ul style="list-style-type: none"> le bidon du préleveur entrée station pris en masse dans la glace ; le racloir dégraisseur cassé ; des traces de débordements au niveau du dégraisseur ; des traces de projections de matières dans le local sous le tamis rotatif ; la présence de végétation dans le bassin d'aération ; un boîtier électrique ouvert au niveau du bassin d'aération ; la présence de matières en suspension dans le clarificateur et une transparence inférieure à 60 cm ; une température à 16 °C de l'enceinte réfrigérée effluent traité.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra l'enregistrement des opérations de maintenance préventive prévu dans le programme de maintenance et les bons de travail ou fiches intervention des opérations de maintenance curative réalisées sur les équipements depuis juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Intégration dans le paysage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage</p>
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection il a été constaté la présence de nombreux équipements et matériel hors service à l'arrière du site. (voir planche photos)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant évacuera l'ensemble des équipements et matériels non utilisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Eau - Fréquence surveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/08/2010, article 4.71.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le programme d'auto surveillance des consommations et des rejets est réalisé dans les conditions</p>

suivantes :

<i>Paramètres</i>	<i>UNITES</i>	<i>PERIODICITE</i>
Volume	m ³	Continu
pH		Continu
Matière en suspension (MES)	mg/l et kg/j	1 fois/15 jours
Demande chimique en oxygène (DCO)	*mg/l et kg/j	1 fois/jour
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	*mg/l et kg/j	1 fois/15 jours
Azote Global (NGL)	mg/l et kg/j	1 fois/15 jours
Phosphore total (Pt)	mg/l et kg/j	1 fois/15 jours

** sur effluents non décantés*

Le suivi est réalisé sur les rejets d'eaux traitées, à partir d'échantillons prélevés sur une durée de vingt-quatre heures, proportionnellement au débit, et conservé en enceinte réfrigérée.

Sauf accord préalable de l'inspecteur des installations classées, les méthodes de prélèvements, mesures et analyses sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement sont joints.

Constats :

Globalement la fréquence de surveillance des effluents traitées est respectée. On note toutefois :

- l'absence de transmission des données d'autosurveillance de juin, juillet et août 2023 ;
- une seule analyse au lieu de deux pour le mois de février 2025.

Les prélèvements doivent être réalisés sur différents jours de la semaine afin de garantir la représentativité de l'échantillonnage sortie station. Actuellement, les échantillons 24 heures sont envoyés au laboratoire extérieur uniquement le jeudi.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la température affichée de l'enceinte était de 16 °C.

Non-conforme : la température de stockage de l'échantillon doit être de 5°C +ou- 3°C.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respectera la température de conservation des échantillons (température de l'enceinte = 5°C +ou- 3°C).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Eau - Valeurs Limites d'Emission VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée : Caractéristiques imposées aux eaux résiduares :

- Modalités du rejet dans l'Oust au droit de l'abattoir

Les eaux traitées en sortie de station biologique doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

PARAMÈTRES	VALEURS MAXIMALES
Volume/jour	600 m ³
MES	18 kg/j
DBO5 (*)	9 kg/j
DCO (*)	30 kg/j
NGL	12 kg/j
Pt	1.2 kg/j

PARAMÈTRES	CONCENTRATION MAXIMALE DES EAUX TRAITÉES
MES	30 mg/l
DBO5 (*)	15 mg/l
DCO (*)	50 mg/l
NGL	20 mg/l
Pt	2 mg/l

- Point de rejet : point kilométrique 924.53
 - Période de rejet : 7 jours/semaine
 - pH compris entre 6,5 et 8,5
 - Température inférieure ou égale à 22°C
- en outre :
- Les eaux traitées sont débarrassées des matières flottantes.
 - L'épandage des eaux traitées et des boues ne doit pas porter atteinte directement ou indirectement, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

Constats :

- Données GIDAF

Paramètre	Dépassement en concentration des VLE					
	2023*		2024		2025 (Janvier à avril)	
	En nb	En %	En nb	En %	En nb	En %
Volume	0/269	0%	0/366	0%	0/120	0%
pH	0/268	0%	0/366	0%	0/120	0%
DCO	0/268	0 %	0/366	0%	1/120	1%
DBO5	0/19	0 %	0/26	0%	0/7	0%
MES	1/19	0 %	0/26	0%	0/8	0%
NGL	1/19	5 %	1/25	4%	0/8	0%
Pt	3/75	0 %	2/253	1%	0/120	0%

Les quelques dépassements de la concentration en azote et en phosphore sont inférieurs à 2 fois la VLE. Aucun dépassement des flux autorisés.

Le volume moyen annuel rejeté en 2023 est de 280 m³/jour et de 340 m³/jour en 2024 avec des pointes à 599 m³.

Les résultats saisis dans GIDAF sont conformes. Et les résultats d'autosurveillance interne transmis pour

l'année 2023 et 2024 montrent une conformité des résultats sur la période non saisie dans GIDAF de juin à août 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les rapports d'analyse du laboratoire externe pour les mois de juin, juillet et août 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois